

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 11/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ARMBRUSTER Strasbourg**

4 rue de la Minoterie  
67000 STRASBOURG

Références : 2293/GC

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement ARMBRUSTER Strasbourg, implanté 4 rue de la Minoterie 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du PPC. Les conditions météorologiques, particulièrement sèches du début d'année 2022, ont conduit à anticiper la récolte du blé. Le silo est donc en période d'activité lors de la visite.

La dernière visite a été réalisée le 10 septembre 2020. Aucune non-conformité n'avait été relevée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Strasbourg
- 4 rue de la Minoterie 67000 STRASBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006702293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ARMBRUSTER exploite un silo métallique vertical, d'une capacité de 98 973 m<sup>3</sup>, destiné au stockage de céréales (blé, orge, maïs, ...). Il comprend également une tour de manutention et quatre séchoirs, totalisant une puissance de 32,9 MW.

Cette installation, relevant de la rubrique 2160-2-a, a initialement été autorisée par arrêté préfectoral du 11 septembre 1998.

L'exploitation du site est aujourd'hui soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2020 et de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Permis d'intervention et permis de feu	Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 2.1.4	/	Sans objet
Moyens d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 7.2.2	/	Sans objet
évènements précurseurs d'explosions	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	/	Sans objet
Risque électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
Prévention des risques d'incendie et d'explosion des installations de manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Observation :

Les dernières vérifications des débits des puits d'eau pour l'extinction d'incendie ont été réalisées en 2005. Afin de s'assurer qu'ils sont toujours opérationnels, l'exploitant veillera à réaliser de nouveaux tests.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Permis d'intervention et permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 2.1.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommé désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommé désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.
<b>Constats :</b> Après avoir expliqué les raisons conduisant à réaliser les interventions en interne ou à faire appel aux services d'une entreprise extérieure (par exemple : le nettoyage des cellules par des cordistes), l'exploitant a présenté, à l'inspection, des permis d'intervention et de feu ainsi que les consignes associées pour des opérations réalisées en interne ainsi que par des entreprises extérieures. Ces permis sont conformes à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 7.2.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement. Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter, avec un débit suffisant, les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre, le cas échéant, par le service de secours et d'incendie, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 poteaux d'incendie au nord et au sud du site, d'un débit unitaire supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h,</li><li>• un puits permettant d'assurer un débit de 180 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, situé à moins de 200 mètres des installations.</li></ul> Les moyens d'intervention sur le site se composent d'extincteurs, judicieusement répartis à l'intérieur des locaux, sur tous les niveaux (CO2, eau pulvérisée et poudre polyvalente). L'exploitant doit tenir, à disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs des moyens retenus dans cet article.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 24 avril 2018, l'exploitant avait présenté les justificatifs de débit suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport du 26 mai 2004 mesurant des débits de 111 et 114 m<sup>3</sup>/h sur les poteaux d'incendie (privés) nord et sud;</li><li>- rapport de 2005 suite à deux essais, mesurant sur chacun des puits des débits compris entre 130 et 192 m<sup>3</sup>/h.</li></ul> Lors de la visite d'inspection du 7 juillet 2022, l'exploitant a présenté un rapport du 26 août 2021 indiquant des débits de 140 et 170 m <sup>3</sup> /h sur les poteaux d'incendie nord et sud.  Le site dispose en outre de deux (pas seulement un) puits privés qui peuvent fournir un appoint aux poteaux . L'exploitant a indiqué que les débits des deux puits du site n'ont pas été vérifiés depuis 2005. L'inspection a invité l'exploitant à procéder à de nouveaux tests sur les puits afin de s'assurer que ceux-ci sont toujours opérationnels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : événements précurseurs d'explosions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thèm(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise, annuellement, une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté le registre. Aucun événement n'est répertorié. L'exploitant a précisé que, contrairement à un autre silo exploité par la société ARMBRUSTER, le silo de Strasbourg n'a pas été confronté à des incidents devant être signalés dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risque électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant doit tenir, à la disposition de l'inspection des installations classées, un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les contrôles et vérifications ont été effectués en mars 2022. Les rapports ont été transmis à l'inspection, par courrier électronique, le 6 mai 2022. Le rapport " 20220324 SILO DE Strasbourg – ATEX.pdf " indique que : <ul style="list-style-type: none"><li>-la tresse de terre est arrachée sur l'élévateur E3 (rouge) au 1<sup>er</sup> étage ;</li><li>-la section de câble de terre est insuffisante sur l'élévateur E5 (vert) au 1<sup>er</sup> étage.</li></ul> Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une nouvelle tresse de terre avait été installée sur l'élévateur E3 (rouge) et que la section de câble de terre sur l'élévateur E5 (vert) a été remplacée par une tresse de terre au niveau de la jonction en partie basse. Cependant, l'inspection a constaté qu'en partie haute de l'élévateur E5, un câble est toujours présent en lieu et place d'une tresse. Au cour de la visite, l'exploitant en a informé son électricien et l'intervention a été programmée. Le lendemain de la visite, l'exploitant a transmis, à l'inspection, les éléments montrant le remplacement de ce câble.  L'exploitant a présenté le suivi informatique de maintenance de l'installation, auquel sont intégrées les anomalies relevées dans ces rapports. L'inspection a vérifié que celles mentionnées ci-dessus y avaient bien été reprises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Nettoyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage, tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé, doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'empoussièrement excessif au niveau de la tour de manutention ni dans l'espace sur cellule en cours de remplissage.  Le registre de nettoyage, faisant également office de planning et de consigne, a été présenté. L'exploitant a indiqué que celui-ci est évolutif : des opérations de nettoyage sont susceptibles d'y être ajoutées suite aux constats effectués lors des contrôles quotidiens d'empoussièrement.  Le nettoyage est principalement effectué à l'aide de l'aspiration centralisée. L'utilisation de balais et d'air comprimé est réservée aux endroits difficilement accessibles. Elle fait l'objet de consignes spécifiques et de délivrance d'une autorisation d'utilisation exceptionnelle.  Les équipements relatifs au nettoyage par air comprimé sont stockés dans l'atelier de maintenance (bâtiment à l'écart du silo).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'incendie et d'explosion des installations de manutention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le système centralisé de gestion et de commande du silo, sur lequel apparaît chaque équipement, son état de fonctionnement (marche en vert/arrêt en gris) et, le cas échéant, son dysfonctionnement (en rouge).  L'exploitant a décrit le système de démarrage de la tour de manutention et précisé que rien ne peut fonctionner tant que le système d'aspiration n'est pas opérationnel. Il a ajouté que le doublement des aspirateurs, filtres à manche et compresseurs permettait de basculer d'un équipement à l'autre en cas de défaillance.  L'inspection n'a toutefois pas testé le double asservissement, la tour de manutention étant en pleine activité lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

